

GENEVA CITIES HUB
2022
RAPPORT ANNUEL



Table des matières

Liste d'acronymes	4
I. Introduction	5
II. Les 4 priorités institutionnelles	6
1. Le Forum des maires	6
2. Le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel	8
3. L'Organisation mondiale de la santé et la santé en milieu urbain	10
4. L'Union internationale des télécommunications et les «villes intelligentes»	12
III. Geneva Urban Debates & City Diplomacy Events	14
IV. Événements en marge de grandes réunions internationales	16
V. Diplomatie informelle	20
VI. Collaboration avec les réseaux de villes	22
VII. Villes suisses	24
VIII. Mapping	25
IX. Communication	26
X. Structure et financement	27

Liste d'acronymes

AIMF	Association internationale des maires francophones
CDH	Conseil des droits de l'homme de l'ONU
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CEE-ONU	Commission économique européenne de l'ONU
EPU	Examen périodique universel
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge
GCH	Geneva Cities Hub
GLRs	Gouvernements locaux et régionaux
GUDs	Geneva Urban Debates
HCDH	Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU
HCR	Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés
ICLEI	Local Governments for Sustainability
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU
ODDs	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation mondiale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des nations unies
ONU-Habitat	Programme de l'ONU pour les établissements humains
TCA	Traité sur le commerce des armes
UIT	Union internationale des télécommunications
UNDRR	Bureau de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophes

I. Introduction

En 2022, la planète était en proie à des crises multiples. Alors que la pandémie n'était pas encore terminée, un nouveau conflit international éclatait en Europe, menaçant l'approvisionnement d'énergie dans la région et faisant grimper les prix alimentaires dans le monde entier. En sus, l'année 2022 fut parmi les années les plus chaudes enregistrées et elle comptait plus de 103 millions de personnes déplacées par les conflits, la violence, les catastrophes naturelles et la faim.

Les défis mondiaux sont de plus en plus importants et nombreux. Le multilatéralisme traditionnel où seuls les Etats discutent de ces défis et tentent d'esquisser des solutions au niveau global est aujourd'hui mis à mal. Ils ne peuvent plus répondre seuls à ces crises multiples dont les effets se font sentir à tous les niveaux. D'autres acteurs sont nécessaires pour débattre de ces enjeux et développer des solutions communes.

Les villes et autres gouvernements locaux et régionaux (GLRs) sont concernés par ces défis mondiaux. Ils sont souvent les premiers à réagir sur le terrain et à élaborer des solutions innovantes pour satisfaire aux besoins de leur population. Malgré cela, leurs voix ne sont pas encore suffisamment prises en compte dans les sphères internationales qui débattent à Genève et ailleurs de ces enjeux mondiaux.

Intégrer les GLRs – aujourd'hui devenus des acteurs influents du fait de leur poids économique, démographique, culturel – au sein des débats internationaux à Genève vise à rendre le multilatéralisme plus inclusif et à renforcer l'écosys-

tème international genevois. Un multilatéralisme réunissant tous les acteurs pertinents est certes plus complexe, mais il est plus à même de délivrer des solutions pertinentes, efficaces et innovantes aux nombreux défis mondiaux.

Fort de ce constat, le Geneva Cities Hub (GCH) poursuit sa mission: renforcer le rôle des GLRs dans les débats internationaux à Genève et faire de cette dernière un pôle de compétences urbaines, car le futur sera résolument urbain.

Malgré la persistance de la pandémie au début de l'année 2022, la possibilité d'organiser des réunions et de participer en personne à certains processus ont considérablement stimulé le développement du GCH. Grâce à une stratégie définie, le choix de 4 thématiques, dites «priorités institutionnelles», et de partenariats prioritaires, le GCH a réussi à gagner en notoriété et influence.



II. Les 4 priorités institutionnelles

Depuis sa création, le GCH n'a eu de cesse d'explorer diverses opportunités afin de trouver des points d'entrée pour les GLRs au sein des instances multilatérales. En 2022, le GCH a établi 4 priorités institutionnelles dans lesquels il perçoit un fort potentiel pour une meilleure inclusion des villes au sein de la Genève internationale.

- Le Forum des maires;
- Le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel;
- L'Organisation mondiale de la santé et la santé en milieu urbain;
- L'Union internationale des télécommunications et les villes intelligentes.

1. Le Forum des maires

Le Forum des maires (4-5 avril 2022) de la Commission économique européenne de l'ONU (CEE-ONU) constitue sans doute un des événements phares de 2022. Il constitue un point d'entrée majeur pour

les gouvernements locaux au sein de l'ONU et contribue concrètement à un multilatéralisme plus inclusif, et dès lors, plus efficace et pertinent, car au plus près des réalités et besoins des populations. Initiative unique au sein de l'ONU, le Forum des maires offre une plateforme de dialogue utile entre les maires eux-mêmes, mais également avec les Etats et l'ONU sur les questions de développement durable au sein des villes.

Des maires et vice-maires de plus de 44 villes de la région Europe et Asie-Centrale et au-delà ont participé à la 2ème édition du Forum des maires, dont le thème était «*Se remettre de la pandémie de Covid-19, tout en progressant sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable*». Sami Kanaan, Conseiller administratif de la Ville de Genève et Président du GCH, a ouvert la 2ème édition du Forum des maires. Ce faisant, il a souligné que ce Forum était unique, car il permet de prendre en compte la perspective des pouvoirs locaux et leur offre la possibilité de se faire entendre dans un cadre multilatéral onusien. Ce Forum incarne par ailleurs la volonté du Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres d'orienter son organisation vers un multilatéralisme moderne et inclusif, notamment à l'égard des villes et des gouvernements locaux et régionaux.

Dans un cadre formel onusien et en présence des Etats membres, les maires ont pu échanger de bonnes pratiques et des solutions innovantes dans divers domaines urbains, tels que le transport, la gestion de l'espace public, le logement et la planification durable. Compte tenu du contexte



II. Les 4 priorités institutionnelles

suite

géopolitique, les maires ont également travaillé de concert pour exprimer leur solidarité avec l'Ukraine, dont le maire de Kharkiv (qui a participé au Forum) a affirmé que la guerre serait transformée en une opportunité pour mieux reconstruire et renforcer la résilience de sa ville.

En tant que partenaire officiel et membre du Comité directeur du Forum, le GCH a participé activement à ses préparatifs et son organisation, y inclus pour deux événements parallèles menés en partenariat avec diverses entités onusiennes (cf. section IV). En particulier, le GCH a fédéré les 5 commissions économiques régionales de l'ONU afin de réfléchir collectivement aux modalités d'un segment interrégional qui permettrait au Forum des maires de dépasser sa dimension régionale (Europe et Asie centrale).

En outre, le FoM a fait l'objet d'une évaluation indépendante en 2022, et des discussions sur son futur ont eu lieu tout au long de l'année. Le GCH a pris part à l'évaluation et aux discussions, y inclus à une réunion officielle de la CEE-ONU à Saint Marin en octobre, lorsque le sort du FoM a été scellé en tant qu'organe subsidiaire onusien basé à Genève en 2023-2024, avant qu'une nouvelle évaluation ne décide de son sort après 2024.

LE GCH À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

En sa qualité de maire de Genève et Président du GCH, Sami Kanaan a pris part à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes en avril 2022, à New York. Plus de 90 États, 9 maires et d'autres parties prenantes ont réaffirmé leur engagement envers ce Programme qui vise à transformer les villes pour qu'elles deviennent plus inclusives, résilientes, durables et sûres.

Invité par la CEE-ONU, Sami Kanaan a présenté le Forum des maires comme une initiative incarnant un multilatéralisme moderne et inclusif, tel que promu par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Alors que l'ONU cherche à démontrer qu'elle demeure pertinente et ancrée sur le terrain, il est important pour l'organisation d'ouvrir ses portes et d'inclure les GLRs dans ses délibérations, afin de démontrer sa capacité à écouter et travailler avec une large palette d'acteurs. En prenant la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU, Sami Kanaan et d'autres maires ont exprimé leur intérêt à contribuer à la gouvernance mondiale et la nécessité pour eux d'être reconnus comme des partenaires multilatéraux à part entière.



II. Les 4 priorités institutionnelles

suite

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC LA CEE-ONU

Afin de formaliser et renforcer la coopération entre le GCH et la CEE-ONU, un Protocole d'entente a été signé en mars 2022. Depuis les débuts des activités du GCH, la CEE-ONU s'est imposée comme un partenaire privilégié, du fait de son engagement à porter la voix des maires sur les questions liées au développement durable urbain, notamment au travers de son Forum des maires. Ce protocole d'entente fournit un cadre utile pour la collaboration et mettre en œuvre un objectif commun aux deux organisations: une participation et un engagement plus significatifs des villes au sein du multilatéralisme.



2. Le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel

Un autre processus phare de 2022 a été entamé par le GCH avec le Conseil des droits de l'homme (CDH) et ses mécanismes. Bien que les droits humains relèvent de la responsabilité première des Etats, les GLRs ont un rôle complémentaire à jouer. En effet, les GLRs mettent en œuvre les droits humains au niveau local, étant donné les

nombreux services publics et infrastructures qu'ils fournissent et également par le biais de diverses mesures administratives, budgétaires, légales ou encore éducationnelles, culturelles, sociales, etc. Dès lors, il est important que les GLRs soient inclus dans les débats et mécanismes internationaux qui visent à améliorer les droits humains sur le terrain.

L'Examen périodique universel (EPU) est un processus intergouvernemental qui examine la situation des droits humains dans tous les Etats du monde, tous les 4 ans ½. Chaque Etat y présente les mesures prises sur son territoire pour satisfaire à ses obligations internationales en matière de droits humains et tous les autres Etats peuvent faire des recommandations à l'Etat examiné.

Les GLRs sont aujourd'hui encore largement absents de ce mécanisme, malgré leur rôle essentiel pour la promotion, la protection et mise en œuvre des droits humains.

Afin de réfléchir aux moyens de mieux inclure les GLRs dans l'EPU, notamment en vue de son 4ème cycle focalisé sur la mise en œuvre, le Geneva Cities Hub a lancé une coalition avec plusieurs partenaires (Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU (HCDH), ONU-Habitat, Friedrich Erbert Stiftung, UPR-Info) en juin 2022. Au sein de la coalition, le GCH a travaillé de concert avec les partenaires durant le 2è semestre 2022 afin :

- D'identifier les points d'entrées concrets pour les GLRs au sein de l'EPU (par exemple au niveau national, lors de la consultation menée par l'Etat pour préparer son propre rapport ou au niveau international, en intégrant un-e représentant-e municipal-e dans la délégation nationale participant à la session de l'EPU qui a lieu à Genève).

II. Les 4 priorités institutionnelles

suite

- D'envoyer à toutes les Missions permanentes à Genève des propositions de recommandations afin d'encourager les Etats à adopter une approche inclusive à l'égard des GLRs lors de l'EPU et de prêter une attention particulière aux thèmes urbains (par exemple: conséquences d'une urbanisation massive et rapide sur les droits humains; inclusion sociale; résilience urbaine, etc.).
- D'organiser un événement en novembre, en marge de la 41ème session de l'EPU avec la participation de maires (Ercolano-Italie, Niterói-Brésil), d'un Ambassadeur et du HCDH. Etant donné le rôle important des maires et de leurs municipalités dans la mise en œuvre des droits humains sur le terrain, le GCH a souligné que leur participation à l'EPU aurait une grande valeur ajoutée, y inclus pour contribuer au rapport national présenté par l'Etat, pour mettre en œuvre les recommandations acceptées et également partager des bonnes pratiques locales en matière de droits humains.
- De développer un narratif commun autour de l'engagement des GLRs au sein de l'EPU. Pour ce faire, le GCH a travaillé sur une note explicative de l'EPU pour les GLRs incluant des arguments sur l'utilité d'une contribution des GLRs à l'EPU et des conseils concrets pour le faire. La note fournit des conseils et recommandations aux GLRs désireux de s'engager au sein de l'EPU et a été publiée début 2023.



En sus de l'EPU, le GCH a également œuvré pour rendre les GLRs plus visibles au sein du CDH. Il a ainsi fourni avec succès du langage dans plusieurs **résolutions négociées par les Etats** lors de la 51è session du CDH (Administrations locales et droits de l'homme, Mécanismes nationaux de mise en œuvre, d'établissement de rapports et de suivi; Bonne gouvernance et droits de l'homme, Programme mondial pour l'éducation aux droits de l'homme). Dans ces résolutions, le GCH est parvenu à introduire du langage relatif à la nécessité de prendre en compte la dimension locale et/ou de travailler sur tous les niveaux pour la protection, promotion et mise en œuvre des droits humains.



II. Les 4 priorités institutionnelles

suite

LA RÉOLUTION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME CONSACRÉE AUX GOUVERNEMENTS LOCAUX

Le GCH s'est en 2022 particulièrement engagé auprès des Etats (Corée du Sud, Chili, Egypte et Roumanie) qui ont mené la négociation au CDH relative à la résolution «Administrations locales et droits de l'homme» adoptée le 6 octobre 2022. Cette résolution revêt une importance significative car elle est spécifiquement consacrée aux gouvernements locaux et à leur action dans le domaine des droits humains. Le GCH a fourni avec succès plusieurs propositions de langage retenues dans le texte final. Ainsi ce dernier reconnaît formellement leur rôle dans la protection et la promotion des droits humains et les encourage à participer aux travaux des mécanismes internationaux des droits de l'homme, y inclus l'EPU. Le texte engage également les Etats à fournir des ressources financières et capacités nécessaires aux gouvernements locaux afin que ces derniers puissent s'acquitter de leurs obligations relatives aux droits de l'homme. La résolution peut donc constituer un instrument utile pour les GLRs afin de renforcer le dialogue avec le gouvernement central sur les droits humains et leur mise en œuvre au niveau local.



A la fin de la 51ème session du CDH, le GCH a organisé un briefing pour les GLRs focalisé sur les résolutions susmentionnées. Le but était d'expliquer aux GLRs ce qu'est le CDH, son fonctionnement, d'analyser les résolutions pertinentes pour les GLRs et de démontrer dans quelle mesure ces dernières peuvent leur être utiles. En effet, ces résolutions engagent les Etats qui les ont adoptées et les GLRs qui sont responsables de leur mise en œuvre sur le terrain doivent alors être dotés par leurs Etats de suffisamment de capacités et de ressources pour le faire.

3. L'Organisation mondiale de la santé et la santé en milieu urbain

Durant l'année 2022, une autre priorité du GCH a été de s'engager sur un dossier où la pandémie a mis en exergue l'importance des villes: la santé en milieu urbain. Ainsi, le GCH s'est focalisé sur le renforcement de ses relations avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dont le siège mondial est à Genève afin de mettre en avant le rôle des villes dans les initiatives et processus multilatéraux menés par l'OMS. Le GCH s'est engagé sur 3 dossiers: Bonne gouvernance pour la santé et le bien-être urbains; Nouveau traité sur les pandémies; Santé urbaine.

Le GCH a été sollicité par l'OMS pour coorganiser une réunion sur la bonne gouvernance pour la santé et le bien-être urbains en juin 2022 réunissant des maires de 5 villes (Bogota/Kennedy-Colombie, Cienfuegos-Cuba, Douala III-Cameroun, Managua-Nicaragua et Tunis-Tunisie) participant à un projet de l'OMS sur le même thème. L'objectif était de permettre aux maires d'échanger leurs expériences sur l'avancement

II. Les 4 priorités institutionnelles

suite

du projet de l'OMS démarré en 2019 et piloté dans des villes à forte densité qui ont connu une urbanisation rapide.

Malgré la diversité des contextes, les villes sont confrontées à des défis urbains similaires en termes de santé urbain: taudis et établissements informels, accès inégalitaire aux services publics de base; cohésion sociale, etc. Les maires présents à la réunion coorganisée en juin 2022 par le GCH et l'OMS ont donc apprécié l'opportunité de pouvoir échanger entre pairs, sur leurs actions pour développer des villes plus saines, plus équitables et plus inclusives à travers la participation de divers acteurs et secteurs de la société.



Des recommandations ont été formulées à la fin de la réunion afin de développer les moyens pour les autorités locales de renforcer la promotion et la protection de la santé et du bien-être en milieu urbain. Par exemple, il a été suggéré d'améliorer les échanges au niveau international en créant une plateforme mondiale entre les maires et en encourageant la diplomatie des villes. Le GCH était honoré de contribuer à cette discussion focalisée sur la manière de construire des sociétés plus saines à l'avenir.. Le GCH espère néanmoins que sur le long-terme, le groupe de maires s'étendra

à d'autres villes qui ont également fait de la santé et du bien-être de leur population une priorité municipale.

Riches de l'expérience accumulée durant la pandémie de Covid-19, les Etats ont décidé de lancer début 2022 un processus multilatéral de négociation pour adopter d'ici à 2024 un nouveau traité permettant de mieux prévenir, préparer et répondre aux futures pandémies. La négociation est menée par les Etats et il n'a donc pas été possible pour le GCH ou des GLRs d'y participer directement. Ce, en dépit du fait que les villes gèrent de nombreux domaines en lien avec la santé (mobilité, logement, campagnes de prévention, infrastructures sportives, etc.) et qu'elles ont été aux avant-postes de la réponse à la pandémie de Covid-19. Si les villes doivent être impliquées sur le terrain, elles doivent également prendre part aux débats internationaux qui visent à renforcer la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, comme le GCH a eu l'opportunité de le rappeler dans un article du magazine onusien newSpecial. C'est pour cette raison que le GCH a participé aux auditions publiques du processus multilatéral de l'OMS et qu'il a suggéré la création d'un nouveau statut pour les GLRs et les réseaux de villes, afin que ces derniers puissent directement participer et contribuer aux négociations, aux côtés des Etats et d'autres acteurs pertinents. Le GCH a également recommandé aux Etats d'inclure leurs GLRs dans les plans de réponse aux pandémies; d'investir dans une stratégie de communication claire en collaboration avec les GLRs afin de combattre la dissémination de fausses informations; d'assurer une meilleure coordination entre les niveaux local, national et international dans les processus d'élaboration de politiques de santé.

II. Les 4 priorités institutionnelles

suite

Enfin, en mars 2022, le GCH a organisé un événement afin de mettre en avant des expériences de plusieurs villes (Kigali-Rwanda, Madrid-Espagne, Niterói-Brésil et Cali-Colombie) et d'en tirer les leçons pertinentes pour la prochaine pandémie en termes de prévention, de préparation et de réponse (cf. section III).

Sur un thème connexe, le GCH a pris part à des consultations intergouvernementales permettant l'adoption lors de la 75^e Assemblée mondiale de la santé d'une nouvelle résolution sur le renforcement de la préparation et de la riposte aux urgences sanitaires dans les villes et les zones urbaines, menée par Singapour. Sur la base d'échanges antérieurs avec des maires, le GCH a proposé du langage pour renforcer le rôle des GLRs dans la préparation et la réponse aux urgences sanitaires. Les consultations avec les Etats ont confirmé le besoin d'injecter la dimension locale dans les discussions globales. Reconnaisant le rôle important des gouvernements locaux dans la préparation et la riposte aux situations d'urgence, l'Assemblée mondiale de la santé par la résolution invite les Etats à fournir des ressources suffisantes et à renforcer les capacités et les aptitudes en matière de préparation et de riposte aux urgences sanitaires en milieu urbain.

Enfin le GCH a également contribué à des consultations informelles avec l'OMS, les Etats membres et d'autres partenaires sur la **santé urbaine**, notamment par rapport à un guide stratégique sur la santé urbaine développé par l'OMS et un projet de résolution sur la santé urbaine, auquel les Etats ont finalement décidé de donner un coup d'arrêt, par manque de temps pour les discuter de manière approfondie.

4. L'Union internationale des télécommunications et les «villes intelligentes»

Les technologies intelligentes sont de plus en plus présentes dans le quotidien de millions de personnes et ce, en particulier dans les villes. Ces dernières ont en effet recours de manière croissante à ces technologies pour améliorer la vie de leurs résidents par le biais de leurs infrastructures urbaines, de la modernisation des services municipaux et de l'accélération du développement économique. Capturer cette tendance et faciliter l'engagement des villes sur la scène internationale pour discuter des enjeux de la digitalisation a été au cœur des priorités du GCH et de sa collaboration avec l'Union internationale des télécommunications en 2022.

En étroite collaboration avec le secrétariat du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI - WSIS en anglais) qui est intégré dans l'Union internationale des télécommunications (UIT), le GCH a coorganisé en mai un «Dialogue de haut-niveau sur les villes intelligentes, moteurs d'un développement durable innovant», avec la participation de maires et représentants de municipalités (Niterói-Brésil, Dschang-Cameroun, Bonneville-France, Bari-Italie, Fianarantsoa-Madagascar, Oeiras-Portugal, Londres-Royaume-Uni), de réseaux de villes (WeGo, Metropolis) et d'autres experts en technologies de l'information et de la communication. Ce dialogue a permis aux différents acteurs de partager leurs expériences sur la façon de construire des villes inclusives et d'accélérer leur transformation numérique (e-éducation, e-santé, numérisation des services, collecte de données sur la consommation d'énergie et de la gestion de déchets, etc.).

II. Les 4 priorités institutionnelles

suite



Toujours dans le cadre du SMSI (WSIS), le GCH a en mars coorganisé avec l'UIT et l'Université des Nations Unies, un webinar sur les technologies numériques et leur rôle pour développer des villes axées sur les personnes et qui réalisent les objectifs ambitieux fixés par l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris sur le climat. De manière générale, les participants à ces événements ont convenu que les villes ne doivent pas seulement être intelligentes, mais également durables et centrées sur les personnes et que la technologie n'est pas un but en soi, mais un moyen pour offrir de meilleurs services. Le GCH partage l'ambition de l'UIT de mieux intégrer les villes dans ses travaux afin de promouvoir une dynamique avec une grande diversité de parties prenantes (Etats, secteur privé, société civile et villes). Il est nécessaire d'aborder la question du développement des villes avec les villes elles-mêmes, et de faciliter leur accès à des outils mis à disposition par l'UIT dans le domaine de la digitalisation. Le GCH poursuivra la collaboration avec l'UIT afin d'amener d'avantage la voix des GLRs au sein du SMSI et de contribuer à l'établissement d'un forum dédié aux maires sur ce sujet important.

Pour célébrer la journée mondiale des villes (31 octobre), l'UIT a associé le GCH et ONU Habitat à une session de sa série TalkX du SMSI à l'utilisation de la transformation numérique pour améliorer l'adaptation des villes aux défis relatifs au changement climatique et à la gestion de l'eau. Les villes de Los Angeles, Genève et Vilnius y ont présenté leurs efforts concrets pour faire face à ces défis et améliorer la résilience urbaine. Diverses organisations ont quant à elles fait part des différents programmes touchant à la digitalisation et technologies pouvant soutenir les villes dans leurs actions d'adaptation (intelligence artificielle, *internet of things*, *quantum computing*, etc.).

En sus du SMSI, le GCH a coorganisé avec la Suisse et le Chili un atelier sur les villes intelligentes et les droits humains en juin. Comme susmentionné, les GLRs sont des acteurs qui ont recours à la numérisation pour rendre la vie de leurs résidents plus aisée. Les technologies numériques, si elles sont gérées de manière responsable, peuvent contribuer au développement durable. Pourtant, en l'absence de contrôle et de responsabilité de la part des GLRs, les données collectées sur leurs usagers peuvent être utilisées, souvent par des entreprises privées, de manière abusive. Cela soulève des inquiétudes quant au respect du droit à la vie privée, qu'il faut thématiser auprès des GLRs, des Etats et des instances internationales traitant de ces sujets (comme le CDH ou l'UIT). Cette thématique des villes intelligentes et des droits humains est amenée à prendre de l'importance et c'est une piste prometteuse pour accroître l'engagement des villes dans le travail des Ois à Genève.

III. Geneva Urban Debates & City Diplomacy Events

Le GCH a en 2022 maintenu la cadence avec les *Geneva Urban Debates* (GUDs) et *City Diplomacy Events* afin de mettre en avant des thèmes urbains d'intérêt pour la Genève internationale, de souligner la contribution des GLRs (avec des solutions locales aux défis globaux) aux débats internationaux et de créer une communauté urbaine à Genève. Ainsi, des GUDs et *City Diplomacy Events* ont été organisés en 2022 sur la pollution plastique, la santé, la migration, le soutien humanitaire des villes en Ukraine ainsi que sur les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme.

Tous ces événements ont été mis sur pied avec une large palette de partenaires et d'orateurs, incluant entre autres, ONU-Habitat (partenaire principal pour les GUDs), le Canada, la Corée du

Sud, la Norvège, la FICR, le HCDH, l'OMS, OCHA, les villes de Accra, Bucha, Buenos Aires, Freetown, Kharkiv, Kigali, Madrid, Niterói, Odawara, Zurich, le Geneva Environnement Network, CGLU, le Mayors Mechanism (co-mené par l'OIM, CGLU et le Mayors Migration Council), Metropolis¹.

Les GUDs ont chacun contribué à sensibiliser les acteurs internationaux à des thèmes urbains ou aux perspectives des GLRs sur des thèmes discutés au sein de la Genève internationale. A titre d'exemple, le GUD sur la pollution plastique a mis en avant la situation dans certaines villes et les solutions locales développées pour combattre ce phénomène. En effet, les GLRs sont souvent en première ligne pour gérer les déchets et ils peuvent mettre en place des mesures pour réduire l'utilisa-



¹ Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Mayors Migration Council (MMC) et Metropolis figurent parmi les réseaux des villes influents sur la scène internationale, avec CGLU étant le plus ancien et le plus grand réseau de villes au monde.

III. Geneva Urban Debates & City Diplomacy Events suite

tion du plastique. Dès lors, il s'agit de faire le lien entre un processus international mené par les Etats pour négocier un nouveau traité sur la pollution plastique et le travail de terrain entrepris par les GLRs pour combattre ce fléau. Etablir ces liens est au cœur de la mission du GCH qui vise à mieux intégrer les GLRs dans les processus intergouvernementaux et de promouvoir un multilatéralisme plus inclusif répondant efficacement aux besoins et préoccupations des populations, dont les GLRs sont au plus proche.

Les *City Diplomacy events* ont, quant à eux, été développés au fur et à mesure des activités du GCH. Conscient de la nécessité de d'abord mieux faire connaître les organisations, initiatives et processus internationaux existants afin que les GLRs s'engagent, le GCH a organisé des *City Diplomacy Events* sur le Conseil des droits de l'homme ou le Forum d'examen des migrations internationales (mai 2022, New York). Il s'agit d'explorer les

moyens pour les GLRs de participer à ces forums internationaux, de contribuer aux décisions/déclarations qui en résultent (et qui sont aujourd'hui négociés uniquement par les Etats) et de comprendre la pertinence et l'utilité de ces textes pour les GLRs. Le GCH a également organisé en juin un *City diplomacy event* consacré à l'Ukraine sous la forme d'un briefing humanitaire pour les GLRs. L'objectif était de mieux faire connaître aux GLRs les outils humanitaires internationaux – en très grande partie développés par des organisations sises à Genève – afin que tout soutien humanitaire apporté par les GLRs au bénéfice de l'Ukraine réponde à des besoins avérés et soit aussi efficace que possible. Le GCH continuera avec d'autres *City Diplomacy events* en 2023, car il est persuadé qu'il faut d'abord renforcer l'expertise des GLRs sur les processus et outils internationaux existants avant que ces derniers ne puissent s'y engager ou les utiliser de manière efficace.

IV. Événements en marge de grandes réunions internationales

En sus des GUDs et City diplomacy events, le GCH a également organisé ou contribué à de nombreux événements en marge de grandes réunions internationales afin de profiler les questions urbaines et/ou la perspective des GLRs. Ces événements qui paraissent éclectique de nature donne la possibilité d'acquérir nouveaux partenariats, d'explorer de nouvelles pistes de travail avec les GLRs ou tout simplement de faire le buzz pour mieux faire connaître la mission ou le travail du GCH.

- En amont de **grandes réunions urbaines de 2022**, le GCH a coorganisé avec ONU-Habitat et la CEE-ONU des briefings informels en février afin de mobiliser la communauté diplomatique genevoise (Etats et organisations internationales) en vue du Forum des maires (cf. section II.1), de la réunion de haut-niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur le Nouveau programme urbain (avril, New York) et du Forum mondial urbain (juin, Katowice).
- En mars, dans le cadre d'un **événement organisé par la Fédération romande des entreprises**, le GCH a été invité par R20 (une organisation basée à Genève qui aide les GLRs à financer des projets d'infrastructure durable) à contribuer à un panel pour souligner le rôle crucial joué par les GLRs dans la réalisation des ODDs. Le message porté était d'investir dans les villes qui ont la capacité de développer des outils et des solutions pour réaliser les ODDs et combattre le changement climatique.
- En marge de la **49^e session du CDH** en mars et en partenariat avec l'Union européenne, les îles Marshall et le HCDH, le GCH a coorganisé un événement consacré au changement climatique et à ses implications sur les droits humains des communautés locales. L'événement a permis aux autorités et communautés locales – en première ligne pour affronter les défis du changement climatique – de témoigner dans une enceinte internationale.
- En coopération avec ICLEI (un important réseau de villes œuvrant dans le domaine de l'environnement) et le *Geneva Environment Network*, le GCH a organisé en mars, en marge de la **Conférence des Etats parties relative à la Convention sur la biodiversité**, une consultation informelle avec des Etats et représentants de GLRs. Il s'agissait de recueillir leur soutien pour renouveler un projet de décision relatif à un plan pour les autorités infranationales, municipalités et autres autorités locales en faveur de la biodiversité.



IV. Événements en marge de grandes réunions internationales *suite*

- En avril, en marge du **Forum des maires**, deux événements parallèles ont été organisés: le premier, consacré à la résilience des villes face au changement climatique et à la réduction de l'impact socio-économique du Covid-19, en partenariat avec la CEE-ONU, ONU-Habitat et UNDRR, avec la participation des maires d'Utrecht – Pays-Bas et d'Albano di Lucania – Italie. Durant l'événement, les intervenants ont souligné l'importance de repenser l'espace urbain pour y intégrer le concept de résilience qui ne concerne pas seulement l'infrastructure physique, mais a également trait au social, à la gouvernance et à l'engagement de communautés. Le deuxième événement a été consacré au travail des Commissions économiques régionales de l'ONU avec des maires de leurs régions. A été mise en avant la nécessité de renforcer la coopération interrégionale et d'amener cette collaboration entre commissions économiques régionales et maires au niveau intergouvernemental. En outre, le GCH a réaffirmé son souhait de renforcer la coopération avec les commissions économiques régionales et de soutenir leur présence plus marquée à Genève.
- Deux événements ont été organisés sur le thème des villes intelligentes en mars et en mai, dans le cadre du **Sommet mondial sur la société de l'information** organisé par l'UIT (cf. section II.4).
- A la demande du **Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)**, le Président du GCH et maire de Genève a été invité à prendre part à une réunion interne au HCR regroupant ses collaborateurs-cadres du monde entier en juin. L'objectif était de discuter des voies et moyens pour le HCR de renforcer son engagement avec des maires sur le terrain, car si l'accueil des réfugiés est une décision prise au niveau national, ce sont souvent les maires ou autres GLRs qui gèrent cet accueil sur le terrain.
- En juin, durant le **11^{ème} Forum mondial urbain** (événement urbain majeur mandaté par l'Assemblée générale de l'ONU et organisé par ONU-Habitat), le GCH a coorganisé deux événements. En partenariat avec le CICR, un événement intitulé «Garantir la résilience des services en milieu urbain» a mis en avant l'expérience de Rio de Janeiro pour réduire l'impact de la violence armée sur l'accès aux services publics, tels que les écoles et les établissements de santé. Le deuxième événement a été coorganisé avec ONU-Habitat, l'OMS, la CEE-ONU et plusieurs autorités locales pour débattre des défis en matière de santé urbaine. Les intervenants ont souligné la nécessité d'adopter une approche multi-sectorielle et multi-niveaux (incluant les GLRs) afin d'assurer la cohérence et l'efficacité des politiques visant à promouvoir la bonne santé urbaine.
- En août, en marge de la **8^e conférence des Etats parties au Traité sur le commerce des armes (TCA)** et en partenariat avec UNIDIR, *Pathfinders*



IV. Événements en marge de grandes réunions internationales suite



et des Etats (Canada, Mexique, Panama), le GCH a participé à un événement pour mettre en lumière l'impact de la violence armée urbaine sur les femmes et les filles. Bien que l'application du TCA soit principalement discutée dans le contexte de conflits armés, l'événement a cherché à élargir le débat et à explorer sa mise en œuvre pour faire face à la violence urbaine et son impact sur les femmes et les filles.

- En marge de la **réunion de haut-niveau de la Halving Global Violence Task Force** à Genève en septembre, le GCH a coorganisé avec la *Geneva peacebuilding platform et Pathfinders*, une réunion avec les acteurs œuvrant dans le domaine de la paix (Geneva Call, APT, Quakers, Small Arms Survey, Fondation Kofi Annan, GCSP, UNDP, Centre pour le dialogue humanitaire, etc.) pour créer des liens entre la communauté genevoise et la Taskforce qui examine entre autres la question de la violence urbaine.
- En octobre, en marge de la **83^e session du Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE-ONU**, le GCH a coorganisé avec la CEE-ONU l'événement traditionnel consacré à l'ODD11 permet-

tant aux villes, à leurs réseaux ainsi qu'à d'autres acteurs de contribuer au débat international sur un aspect particulier de cet ODD. Cette année, le thème était : «Design urbain et architecture durables et inclusifs» et tous les participants se sont accordés sur la nécessité d'opérer des changements radicaux dans notre façon de concevoir et de planifier nos villes, ainsi que d'appréhender la relation entre l'environnement bâti et l'environnement naturel.



- Suite à la **51^{ème} session du Conseil de Droits de l'homme**, le GCH a organisé un briefing sur les résolutions du CDH afin de présenter aux GLRs le CDH, son fonctionnement, d'analyser les résolutions pertinentes pour les GLRs (en particulier celle sur les «Administrations locales et droits de l'homme», cf. section II.2) et de démontrer dans quelle mesure ces dernières peuvent leur être utiles. Par exemple, les GLRs pourraient s'appuyer sur les résolutions du CDH – qui engagent les Etats membres du CDH – pour demander à être dotés de suffisamment de ressources et de capacités afin de contribuer à leur mise en œuvre de ces textes sur le terrain.

IV. Événements en marge de grandes réunions internationales *suite*

- En marge de la 1^{ère} session du 4^{ème} cycle de l'EPU en novembre et en partenariat avec les membres de la coalition «GLRs à l'EPU», le GCH a organisé un événement parallèle pour affirmer que les maires et leurs municipalités avaient un rôle à jouer dans l'EPU (cf. section II.2).
- En novembre, le GCH a pris part à un briefing organisé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, l'Uruguay et le *Geneva Environment Network* en amont de la 1^{ère} session du comité intergouvernemental chargé de négocier un nouveau traité international sur la pollution plastique. A cette occasion, le GCH s'est prononcé en faveur de la participation des GLRs dans les négociations, étant donné leur responsabilité et influence dans le domaine, par exemple sur l'usage du plastique par les acteurs privés et la population, le traitement des déchets plastique ou leur recyclage.
- En marge du **Dialogue du Haut-Commissaire pour les réfugiés sur les défis de protection** en décembre, le GCH a coorganisé avec l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) un événement pour discuter de la situation des réfugiés dans les camps et dans les villes. Y ont été présentés les résultats d'une étude menée par l'IIED comparant le bien-être et les moyens de subsistance des réfugiés dans les camps et dans les villes dans divers pays. Les intervenants ont souligné le rôle des autorités municipales pour transformer la migration en opportunités concrètes en termes socio-économiques pour leurs villes et accomplir les ODDs.
- Enfin, en décembre, le GCH a été invité en tant qu'intervenant par Helvetas pour un événement sur l'urbanisation et son impact sur la coopération au développement. Alors que l'urbanisation a poussé les acteurs du développement à repenser leur engagement dans les «pays du sud», le GCH a souligné que celle-ci avait également un impact sur la diplomatie multilatérale. Les villes sont aujourd'hui largement concernées par les défis mondiaux (changement climatique, flux migratoires, pandémie, etc.), mais elles ne sont néanmoins pas encore pleinement incluses dans la gouvernance mondiale. Remédier à cette lacune fait partie des objectifs GCH.



V. Diplomatie informelle

La facilitation de discussions informelles et confidentielles, la mise en réseau des acteurs pertinents et la promotion de la collaboration entre eux est au cœur de la mission du GCH. L'objectif de cette diplomatie informelle est d'offrir un cadre adéquat pour débattre librement et faire évoluer les positions en faveur d'un engagement accru des GLRs au sein du multilatéralisme, d'explorer des opportunités visant à porter plus haut la voix des GLRs dans la gouvernance globale et ainsi renforcer leur influence sur la scène internationale. Pour ce faire, le GCH dispose de quatre atouts évidents : une connaissance approfondie des mécanismes multilatéraux ; un réseau de contacts incluant des GLRs et leurs réseaux, des Etats, des organisations internationales ainsi que d'autres acteurs pertinents ; un lieu idéal pour organiser des discussions informelles à deux pas du Palais des Nations (la Villa Rigot) ; et son statut d'organisation indépendante et donc hors du système onusien.

En début d'année, deux discussions informelles et confidentielles réunissant un nombre restreint d'acteurs (entités onusiennes, diplomates, experts académiques) ont été organisées à la Villa Rigot. Faisant suite aux discussions menées en 2021, ces réunions ont permis de dresser un état des lieux sur les différentes initiatives onusiennes impliquant les GLRs et de réfléchir collectivement aux questions de sélection des GLRs et de leur représentation au niveau international. En effet, au-delà des intérêts et motivations des uns et des autres à soutenir une plus grande présence des GLRs dans les enceintes multilatérales, ainsi que des opportunités et contraintes y relatives, deux questions centrales reviennent régulièrement dans les échanges menés par le GCH :

- Qui doit/peut représenter les GLRs au niveau international ? Les réseaux de villes nationaux ou internationaux ? Les GLRs eux-mêmes ? Les Etats ? Une combinaison de ces divers acteurs ?
- Etant donné le très grand nombre existant de GLRs, comment « sélectionner » ceux qui souhaitent et/ou peuvent participer aux forums multilatéraux onusiens ? Quel est le rôle des Etats, des organisations internationales, des GLRs eux-mêmes ou encore des réseaux de villes à cet égard ?

La réponse à ces questions dépend évidemment du forum ou du processus examiné, puisque les conditions de « sélection » et de représentation varieront selon les contextes. Cependant, il est utile de réfléchir collectivement et de manière générale à ces questions qui font surface lorsqu'il est question de l'engagement des GLRs dans le multilatéralisme afin de comprendre les problématiques existantes et à venir, et d'en esquisser des solutions.

En septembre, le GCH a organisé une retraite informelle avec des représentants de villes de diverses régions ainsi que d'autres partenaires (Brookings Institution, ONU Habitat, HCDH, CEE-ONU, Etats, ICLEI, etc.) pour discuter de questions-clé étant au cœur de la mission du GCH : pourquoi et comment les GLRs devraient s'engager dans le multilatéralisme, quels arguments pour convaincre les Etats, quel devrait être le statut des villes à l'ONU, quel est le rôle des OI à cet égard, et celui des réseaux de villes, etc. Cette retraite a été extrêmement utile au GCH afin de mieux comprendre quelles étaient les attentes des GLRs, les défis auxquels ils faisaient face pour renforcer leur présence à l'international,

V. Diplomatie informelle suite

les relations avec leur propre Etat et les réseaux de villes, etc. Elle a permis au GCH d'affiner son narratif sur l'engagement multilatéral des GLRs pour continuer à le promouvoir au sein de la Genève internationale. Elle a également confirmé la valeur ajoutée apportée par le GCH pour identifier des points d'entrée pour les GLRs dans certains processus multilatéraux traditionnellement menés par les Etats et poursuivre des objectifs précis, par exemple l'intégration de langage sur le rôle et la perspective des GLRs dans certains instruments internationaux négociés entre Etats.

LA RETRAITE STRATÉGIQUE ANNUELLE DU GCH

Comme chaque année, le GCH a organisé en décembre une retraite réunissant divers partenaires (fondateurs du GCH, organisations internationales, GLRs et réseaux de villes) pour discuter des activités du GCH, de la pertinence de sa stratégie et d'éventuels nouveaux domaines à explorer. Alors que le GCH opère dans un contexte où le multilatéralisme intergouvernemental est mis à mal et cherche à être plus inclusif à l'égard d'autres acteurs tels que les GLRs afin de conserver sa légitimité, le positionnement du GCH, sa mission, structure et son ancrage au sein de la Genève internationale ont été jugés pertinents par ses partenaires. Le GCH se doit de renforcer son engagement avec les Etats qui détiennent les clés du système multilatéral onusien. Il a également été rappelé que le GCH devait opérer ce travail de «traduction» entre les instances internationales et les GLRs afin qu'ils puissent dialoguer sur le même niveau. En ce qui concerne les domaines d'engagement du GCH, les 4 priorités institutionnelles actuelles (cf. section

II) constituent des processus multilatéraux bien établis dans lesquels la contribution des GLRs a une réelle valeur ajoutée. D'autres sujets à explorer ont été mentionnés par les partenaires (y inclus la paix et la sécurité, le changement climatique, la migration, les ODDs), ainsi que des organisations internationales (Organisation météorologique mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation mondiale du commerce, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, etc.) et des processus (Panel consultatif de haut-niveau du Secrétaire général sur un multilatéralisme efficace). Au sujet de ce panel, il convient de relever que le GCH s'est prononcé en faveur de l'inclusion des villes et autres GLRs dans le multilatéralisme, notamment par le biais de la création à l'ONU d'un statut spécifique et donc distinct des organisations non-gouvernementales leur permettant de participer à des réunions en leur propre capacité. Enfin, la retraite annuelle du GCH a offert un espace informel à certains participants pour se focaliser sur le Forum des maires et son segment interrégional qui aura lieu en 2023 et pour lequel le GCH joue un rôle de coordination auprès des commissions économiques régionales de l'ONU (cf. section II.1).



VI. Collaboration avec les réseaux de villes

Le GCH a depuis son établissement collaboré avec divers réseaux de villes pour faciliter leur engagement et ceux de leurs membres au sein de la Genève internationale. C'est notamment le cas pour CGLU, un des réseaux de villes les plus influents sur la scène internationale. Les échanges sont réguliers entre le GCH et le secrétariat mondial de CGLU: le GCH a été invité à prendre part à la retraite annuelle de CGLU à Barcelone (février) et son Président, Sami Kanaan, a également pris part au congrès mondial de CGLU à Daejon (octobre).

Le GCH a étroitement coopéré avec CGLU pour la réunion annuelle du Groupe de travail de CGLU sur la prévention et la gestion territoriale des crises présidé par Sami Kanaan. Le GCH a préparé et modéré une importante session sur les villes en guerre réunissant des représentants municipaux d'Ukraine et du Liban, ainsi que des acteurs internationaux (CICR, FICR, CEE-ONU, etc.). Parmi les principaux messages ressortant de la réunion, le GCH et d'autres ont souligné l'importance d'inclure les GLRs dans l'action humanitaire menée par les organisations internationales, car ceux-ci sont très souvent les premiers à répondre aux catastrophes affectant les populations.

Le GCH a étroitement coopéré avec CGLU pour la réunion annuelle du Groupe de travail de CGLU sur la prévention et la gestion territoriale des crises présidé par Sami Kanaan. Le GCH a préparé et modéré une importante session sur les villes en guerre réunissant des représentants municipaux d'Ukraine et du Liban, ainsi que des acteurs internationaux (CICR, FICR, CEE-ONU, etc.). Parmi les

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC CGLU

Lors du congrès mondial de CGLU à Daejon, le GCH et CGLU ont signé un protocole d'entente formalisant leur collaboration visant à promouvoir la participation des GLRs dans le multilatéralisme. Ce protocole renforce l'échange d'expertise sur des thèmes tels que droits humains, santé, migration; l'organisation d'événements conjoints; la collaboration entre le GCH et la *Global TaskForce on Local and Regional Governments* qui fédère les grands réseaux de villes; ainsi que la coopération pour faciliter la participation des GLRs à l'EPU, au CDH ou encore aux processus menés à l'OMS.



VI. Collaboration avec les réseaux de villes *suite*

principaux messages ressortant de la réunion, le GCH et d'autres ont souligné l'importance d'inclure les GLRs dans l'action humanitaire menée par les organisations internationales, car ceux-ci sont très souvent les premiers à répondre aux catastrophes affectant les populations.

Le GCH collabore également avec d'autres réseaux de villes. Il a par exemple signé un protocole d'entente avec l'Association internationale des maires francophones (AIMF) qui formalise une collaboration existante pour renforcer l'échange d'expertise et de contacts entre les deux organisations et mettre sur pied des événements mettant en avant les GLRs sur la scène internationale. C'est par ailleurs dans ce cadre qu'en avril, le GCH a contribué au Séminaire de capitalisation et de préparation de la programmation de l'AIMF 2023-2028, à Genève. Saisissant l'opportunité de la présence de maires francophones à Genève, le GCH a facilité leur participation au Forum des maires de la CEE-ONU ayant lieu au même moment. Ainsi, le GCH a pu promouvoir le Forum auprès de maires provenant d'autres régions et ainsi soutenir leur engagement dans le multilatéralisme à Genève.

Les réseaux de villes font un travail indispensable dans divers domaines. ICLEI est un acteur majeur dans les questions d'environnement et de changement climatique. Raison pour laquelle le GCH suit avec grand intérêt ses activités visant à fédérer et amplifier les voix des GLRs dans le cadre des conférences d'Etats parties aux Accords de Paris et qu'un événement conjoint a été coorganisé en

mars avec ICLEI, en marge d'une réunion préparatoire à Genève pour la Conférence des Etats parties sur la biodiversité. Lors de cet événement, ICLEI et le GCH ont cherché à affirmer le soutien des délégations en faveur d'un projet de décision reconnaissant le rôle majeur des GLRs dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, au travers de l'adoption d'un plan d'action destiné aux GLRs.

Le GCH a également collaboré avec Metropolis autour d'un événement sur l'action humanitaire en Ukraine (cf. section III). Le but poursuivi par cet événement était de permettre aux membres de Metropolis et autres GLRs intéressés à fournir de l'assistance humanitaire en Ukraine, de le faire de la manière la plus efficace possible, en s'appuyant sur les mécanismes mis en place et développés au fil des décennies par les acteurs humanitaires internationaux.

Le domaine de la migration a également été propice à la collaboration. En amont du Forum d'examen des migrations internationales organisé à New York en mai 2022, le GCH a coorganisé un événement avec le Mayors Mechanism (co-mené par l'OIM, CGLU et le Mayors Migration Council) (cf. section III). Le but était de réaffirmer le rôle de premier ordre joué par les GLRs en ce qui concerne la gestion de la migration au niveau local et d'offrir des recommandations concrètes aux Etats pour que ces derniers soutiennent la participation des GLRs au Forum d'examen des migrations internationales.

VII. Villes suisses

Si la mission du GCH est de portée internationale et que ses activités incluent des villes du monde entier, il est important d'également engager les villes suisses au sein du multilatéralisme. Le GCH a donc poursuivi les discussions entamées en 2021 avec cinq villes suisses (Bâle, Berne, Lausanne, Genève Zurich) et l'Union des Villes Suisses, ce, avec le soutien politique des municipalités concernées. L'objectif était d'échanger des informations sur les priorités et activités internationales des villes suisses et de les tenir au courant des processus internationaux pertinents à Genève.

Durant ces échanges, le GCH a par exemple fourni des informations aux villes suisses sur le Forum des maires de la CEE-ONU (avril 2022), l'EPU de la Suisse (janvier 2023), les négociations à l'OMS sur un nouveau traité sur les pandémies ou encore sur le Forum mondial sur les réfugiés (décembre 2023). Le but étant de familiariser les villes suisses avec ces processus internationaux menés par les Etats et de les encourager à y contribuer en fonction de

leurs priorités. A noter que ces échanges informels ont également permis aux villes suisses d'aborder d'autres thèmes internationaux, tels que l'assistance humanitaire en Ukraine.

Le GCH souhaite pouvoir soutenir l'engagement multilatéral de ces villes suisses et leur faire bénéficier de son expertise dans divers domaines qui sont au cœur de la Genève internationale. En outre, il est aussi important que ces villes puissent faire part de leur expérience et de leurs bonnes pratiques (par exemple dans le domaine de l'accueil des réfugiés et des migrants ou de la cohésion sociale) au niveau international et que la Suisse en tienne compte dans ses positions internationales. A cet égard, certaines villes ont marqué un intérêt pour établir des canaux de communication avec les entités fédérales suisses dans leurs domaines prioritaires. Le GCH poursuivra donc son engagement avec les villes suisses en 2023 et il espère pouvoir renforcer les liens avec ces dernières sur le plus long terme.

VIII. Mapping

Débuté en 2020, le GCH a poursuivi son travail de cartographie («[mapping](#)») pour mieux comprendre la dimension urbaine du travail des acteurs qui composent la Genève internationale. Ce *mapping* donne un aperçu général de leurs activités dans les contextes urbains et il présente également les différents outils et services que les organisations internationales mettent à disposition des GLRs.

Les objectifs du *mapping* sont doubles: rendre l'accès à la Genève internationale plus aisé pour les GLRs désireux de s'engager avec certains acteurs internationaux et donner une vision d'ensemble du paysage urbain genevois, afin de promouvoir des synergies et d'éventuelles coopérations entre les entités internationales et également avec les GLRs.

Plusieurs articles ont été rajoutés au *mapping* en 2022, y compris sur l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale sur les migrations, le Forum économique mondial, la Commission de l'ONU de la science et de la technique au service du développement, le Mécanisme des Maires du Forum mondial sur la migration et le développement. Le *mapping* continuera d'être complété en 2023 avec d'autres acteurs de la Genève internationale et au-delà, et il sera également mis à jour lorsque de nouveaux développements le requièrent.

<p>MAPPING</p>  <p>World Health Organization (WHO) 📍 Geneva</p> <p>WHO connects nations, partners and people, so that everyone, everywhere can attain the highest level of health. It promotes healthier lives and leads global efforts to expand universal health coverage and respond to health emergencies, including in cities.</p> <p>Institution: WHO</p> <p>● Health</p>	<p>MAPPING</p>  <p>International Organization for Standardization (ISO) 📍 Geneva</p> <p>Headquartered in Geneva, the International Organization for Standardization (ISO) develops international standards that provide solutions to global challenges, including those affecting local and regional governments.</p> <p>Institution: ISO</p> <p>● Standardization</p>	<p>MAPPING</p>  <p>The UN Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR) 📍 Geneva</p> <p>Headquartered in Geneva, UNDRR works with States and a wide range of other partners to reduce disaster risk. Given that more and more disasters hit cities, UNDRR has also been engaging with them to improve local resilience.</p> <p>Institution: UNDRR</p> <p>● Disaster Risk Reduction</p>
---	---	--

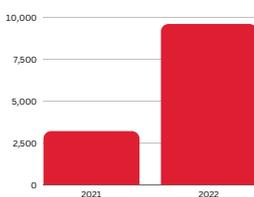
IX. Communication

Dès son établissement, les activités de communication ont été considérées comme prioritaires pour une nouvelle entité telle que le GCH. En effet, il est important de pouvoir clairement expliciter la mission du GCH, de donner de la visibilité à ses activités (cf. graphique) afin d'affirmer sa présence au cœur de la Genève internationale et au-delà.

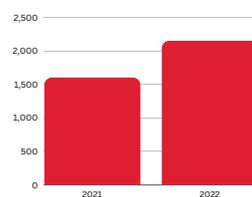
Suite à la refonte du site internet, de l'adoption d'un nouveau logo et d'une nouvelle identité visuelle et du renforcement de l'équipe avec une chargée de communication en 2021, l'année 2022 a été marquée par la poursuite de la réflexion sur les moyens à disposition pour renforcer la communication du GCH et le développement de son site internet. Plusieurs fonctionnalités ont été améliorées, notamment celles relatives au *mapping* et au répertoire des réseaux de villes (un outil destiné à faciliter les contacts entre les réseaux de villes et les acteurs genevois; la 3^è mise à jour a par ailleurs été publiée en octobre avec plus de 30 réseaux de villes).

Le GCH a misé sur une présence accrue sur les réseaux sociaux avec une identité visuelle basée sur le logo du GCH et des *live tweets* durant les événements, mettant en avant les messages-clé des intervenants. Cette stratégie a clairement donné ses fruits (cf. graphique), car la visibilité du GCH et de ses activités s'en est retrouvée renforcée au fil des mois avec une nette progression de la fréquentation sur son site internet et d'abonnés à sa Newsletter (17 éditions ont été envoyées en 2022) ainsi que de *followers* sur Twitter et LinkedIn.

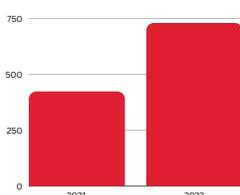
Progression du nombre de sessions sur le site Internet 2021-2022



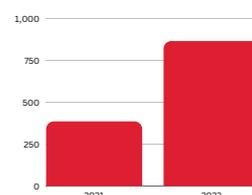
Progression du nombre d'abonnés à la newsletter 2021-2022



Progression du nombre d'abonnés à Twitter 2021-2022



Progression du nombre d'abonnés à LinkedIn 2021-2022



2022

23 événements

organisés par le GCH (virtuels ou présentiels)

107 villes ou réseaux de villes

ont participé aux événements du GCH

89 entités de la Genève internationale

(Etats, OIs, ONGs et autres)

ont participé aux événements du GCH

CHIFFRES ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

CES CHIFFRES SONT AGRÉGÉS: AINSI, SI UN ETAT A PARTICIPÉ À PLUSIEURS ÉVÉNEMENTS DU GCH, IL N'EST COMPTABILISÉ QU'UNE SEULE FOIS.

X. Structure et financement

Le GCH est une association de droit suisse gérée par un Comité, dans lequel siègent les représentants des fondateurs et bailleurs de fonds du GCH : la Ville de Genève et le Canton de Genève. Le GCH est également soutenu de manière importante par la Confédération Suisse. Le GCH est ponctuellement soutenu par d'autres bailleurs également.

En termes de structure organisationnelle, l'équipe du GCH a été renforcée début 2022 avec un *Senior Policy Adviser*. Ce dernier a été indispensable pour étendre la portée des activités du GCH, notamment dans les dossiers relatifs à la digitalisation des villes et de la santé urbaine.

Le GCH est situé à la Villa Rigot depuis 2020, grâce au soutien du Canton de Genève. Ainsi, le GCH est idéalement installé au cœur de la Genève internationale. Cela a contribué à créer un solide réseau pour le GCH, car les réunions et événements organisés par le GCH sont aisément accessibles aux entités de la Genève internationale depuis le Palais des Nations.





Geneva Cities Hub
Villa Rigot
Avenue de la Paix 9
1202 Genève
Suisse

info@genevacitieshub.org
+41 (0) 22 559 46 00

www.genevacitieshub.org